



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA RÉGION AQUITAINE

Direction régionale de l'Environnement,  
de l'Aménagement et du Logement  
d'Aquitaine

Bordeaux, le

15 AVR. 2013

Mission Connaissance et Évaluation

Dossier : F07213P0187

**Arrêté portant décision d'examen au cas par cas  
en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement**

**Le Préfet de la région Aquitaine,  
Préfet de la Gironde,  
Officier de la Légion d'Honneur,  
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

Vu la directive 2011/92/UE du Parlement européen et du Conseil du 13 décembre 2011 concernant l'évaluation des incidences de certains projets publics et privés sur l'environnement, notamment son annexe III ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 122-1, R.122-2 et R. 122-3 ;

Vu l'arrêté du ministre de l'écologie, du développement durable, des transports et du logement du 22 mai 2012 relatif au contenu du formulaire d'examen au cas par cas ;

Vu le formulaire d'examen au cas par cas n° F07213P0187 relatif à la création d'un lotissement, situé au lieu-dit « le Barrail » sur la commune de LABOUHEYRE (40), reçu complet le 13 mars 2013 ;

Vu l'arrêté du préfet de région du 12 septembre 2012 portant délégation de signature à Monsieur Jean-Pierre THIBAUT, directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement d'Aquitaine par intérim ;

Vu l'arrêté du 2 janvier 2013 pris au nom du Préfet et portant subdélégation de signature ;

Vu l'avis de l'agence régionale de santé du 21 mars 2013 ;

Le Parc Naturel Régional des Landes ayant été consulté le 15 mars 2013 ;

**Considérant la nature du projet** qui consiste en la réalisation d'un lotissement sur une surface de 6,57 ha, à vocation d'habitat, avec création d'environ 50 lots représentant une surface de plancher de 13 000 m<sup>2</sup>. Ce projet relève de la rubrique 33° du tableau annexé à l'article R.122-2 du code de l'environnement qui soumet à examen au cas par cas les travaux, constructions ou aménagements soumis à permis d'aménager, réalisés en une ou plusieurs phases lorsque l'opération crée une surface de plancher supérieure à 10 000m<sup>2</sup> et inférieure à 40 000m<sup>2</sup> et dont le terrain d'assiette ne couvre pas une superficie supérieure à 10 ha ;

Considérant que les eaux pluviales de l'ensemble du projet seront collectées et stockées avant infiltration, aucun rejet dans le milieu naturel n'étant accepté,

- les eaux étant stockées sous chaussée pour la voirie, et à la parcelle pour les différents lots,

Considérant que les eaux usées seront évacuées dans le réseau collectif existant par un réseau dédié, créé dans le cadre de cette opération ;

Horaires d'ouverture : 08h30-12h30 / 13h30-17h00

Tél. : 33 (0) 5 56 24 88 22 – fax : 33 (0) 5 56 24 47 24

Cité administrative – BP 55 - rue Jules Ferry

33090 Bordeaux cedex

**Considérant la localisation du projet** en zone à urbaniser (IIINA et VIINA) du Plan d'Occupation des Sols (POS) en vigueur, située en extension du secteur urbanisé du bourg,

Considérant que le projet s'inscrit dans un milieu sans sensibilité environnementale notable mais à proximité du lac de Peyres où la baignade est pratiquée en période estivale,

- qu'à ce titre le pétitionnaire devra prendre les dispositions adéquates en phase chantier et en phase d'exploitation afin d'éviter tout déversement susceptible de polluer le milieu,

Considérant en particulier que le mode de gestion des eaux pluviales et des eaux contribue à minimiser les impacts des rejets hydrauliques dans le milieu naturel ;

**Considérant qu'au vu des incidences du projet sur le milieu**, et notamment au regard de l'ensemble des éléments fournis par le pétitionnaire et des connaissances disponibles à ce stade, le projet n'est pas susceptible d'impact notable sur l'environnement ;

**Arrête :**

**Article 1<sup>er</sup>**

L'opération objet du formulaire n° F07213P0187 **n'est pas soumise à étude d'impact** en application de la section première du chapitre II du titre II du livre premier du code de l'environnement.

**Article 2**

La présente décision, délivrée en application de l'article R. 122-3 du code de l'environnement, ne dispense pas des autorisations administratives auxquelles le projet peut être soumis.

**Article 3**

Le présent arrêté sera publié sur les sites Internet de la préfecture de région et de la Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement Aquitaine.

Pour le directeur et par délégation,  
Le chef de la mission connaissance et évaluation,



Lydie LAURENT

## Voies et délais de recours

### 1- décision imposant la réalisation d'une étude d'impact

**Recours administratif préalable obligatoire, sous peine d'irrecevabilité du recours contentieux :**  
à adresser à Monsieur le préfet de la région Aquitaine  
(Formé dans le délai de deux mois suivant la mise en ligne de la décision)

**Recours gracieux, hiérarchique et contentieux, dans les conditions de droit commun, ci-après.**

### 2- décision dispensant le projet d'étude d'impact

**Recours gracieux :**  
à adresser à Monsieur le préfet de la région Aquitaine  
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

**Recours hiérarchique :**  
Madame la ministre de l'écologie, du développement durable, et de l'énergie  
(Formé dans le délai de deux mois, ce recours a pour effet de suspendre le délai du recours contentieux)

**Recours contentieux :**  
à adresser au Tribunal administratif de Bordeaux  
**(Délai de deux mois à compter de la notification/publication de la décision ou bien de deux mois à compter du rejet du recours gracieux ou hiérarchique).**